



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fonction publique

Question au Gouvernement n° 141

Texte de la question

FONCTION PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Luc Carvounas, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. Luc Carvounas. Monsieur le Premier ministre, au nom du groupe Nouvelle Gauche, je veux vous féliciter. Jamais sous la Ve République, un gouvernement n'avait réussi l'exploit, en à peine cinq mois, de réunir un front commun de tous les syndicats de la fonction publique contre lui.

M. Laurent Furst. Eh oui ! Bravo !

M. Éric Straumann. Valls n'était pas mauvais non plus dans ce domaine !

M. Luc Carvounas. Aujourd'hui, les Français manifestent dans plus de 130 communes de notre pays.

Mais, c'est vrai, avec La République en Marche, tout va toujours plus vite. Aujourd'hui, ce ne sont pas des fonctionnaires qui défilent. Ce sont des femmes et des hommes qui éduquent nos enfants, qui servent au quotidien leurs concitoyens, qui les soignent. À ceux de l'exécutif qui parlent de fainéants ou de fonctionnaires de circulaire (*Exclamations sur les bancs du groupe REM*) – merci, mes chers collègues, de votre soutien ! –, je veux parler des cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, aux 200 000 qui ont déjà tout ! (Mêmes mouvements.)

Avec ces 5 milliards d'euros que vous leur offrez, nous pourrions ouvrir 150 000 postes de professeurs chaque année en plus, et doubler en un quinquennat l'effectif du corps professoral.

Mais vous avez fait d'autres choix : vous avez préféré geler le point d'indice des fonctionnaires, leur imposer une politique d'austérité, rétablir le jour de carence. Surtout, après un plan de casse sociale se traduisant par la suppression de 160 000 emplois aidés, vous avez décidé un nouveau coup de rabet stupide à hauteur de 120 000 postes. Où les prendrez-vous ? Dans nos écoles ? Dans nos armées ? Dans nos maisons de retraite ? (*Exclamations sur les bancs du groupe REM.*) Cette question est légitime.

Vous allez encore aujourd'hui réunir nos syndicats dans une grande conférence salariale, mais je vous demande, monsieur le Premier ministre, où se trouve le vrai pouvoir d'achat pour les salariés du quotidien, pour ceux qui font vivre le service public, seul patrimoine de ceux qui n'en ont pas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe NG – Exclamations sur les bancs du groupe REM.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupe REM et MODEM.*)

M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics. Pardonnez-moi, monsieur le député, en vous cherchant des yeux, je regardais plutôt du côté du groupe La France insoumise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

M. Fabien Di Filippo. Contrairement à vous, tout le monde ne change pas de groupe du jour au lendemain !

M. Gérald Darmanin, ministre . Rappelons deux vérités, monsieur le député. Pendant quatre années, vous n'avez pas augmenté le point d'indice des fonctionnaires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*) L'erreur est humaine, mais persévérer est diabolique.

M. Patrice Verchère. L'erreur, c'est Valls !

M. Gérald Darmanin, ministre. Le contre-budget que Mme Rabault nous a présenté ne contient aucune mesure pour augmenter le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique. Aucune ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*) Il est vrai qu'il n'est pas très épais !

Par ailleurs, cette année, le pouvoir d'achat des agents publics a augmenté de 4 % en moyenne cette année, et devrait augmenter de 2 % encore l'année prochaine. C'est vrai, c'est une moyenne, et des disparités existent, mais nous avons déclaré aux organisations syndicales que nous étions prêts à y travailler.

Il est encore vrai que le pouvoir d'achat de certains fonctionnaires doit être amélioré. Nous ferons, avec M. Blanquer, des propositions pour améliorer celui des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Vous savez, monsieur le député, je respecte les agents des mairies de France qui ont aujourd'hui choisi d'exercer leur droit de grève ou de manifestation, mais un peu moins les élus qui ont fermé tous les services publics dans leur commune, comme c'est le cas dans la vôtre, ce qui a empêché certains de nos concitoyens de faire garder leurs enfants ou de les faire manger à la cantine ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM.*)

Prendre en otage les citoyens de la République, ce n'est pas normal !

M. Fabien Di Filippo. N'importe quoi !

M. Gérald Darmanin, ministre. Au cours du précédent quinquennat, l'ancienne majorité a fait des promesses qu'elle n'a pas su financer. Cela ne m'étonne qu'à moitié, monsieur le député, quand on sait de quelle manière vous avez géré les deniers publics dans votre propre commune ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe REM. - Exclamations et huées sur les bancs du groupe LR.*)

M. Laurent Furst. C'est une attaque personnelle, c'est honteux !

M. Gérald Darmanin, ministre . Si la chambre régionale des comptes a pu faire état d'un endettement extraordinaire, c'est que vous n'avez manifestement pas su gérer les finances publiques. Pour notre part, nous ne faisons pas de promesses que nous ne pourrions pas financer. Au contraire, nous prendrons dès le 16 octobre, vis-à-vis des organisations syndicales, des engagements que nous pourrions tenir. Point de démagogie ici, monsieur le député. (*Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.*)

M. Aurélien Pradié. Lamentable !

Données clés

Auteur : [M. Luc Carvounas](#)

Circonscription : Val-de-Marne (9^e circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 141

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : Action et comptes publics

Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [11 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 octobre 2017](#)